



CARTULARE DI STAMPA

Cunsigliu cumunitariu – Marti u 7 di aprile di u 2026

Le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bastia se réunira le 7 avril prochain afin d'examiner le **Rapport d'Orientation Budgétaire (DOB)** pour l'exercice 2026.

Ce temps essentiel de la **vie démocratique et financière de notre Institution** constitue une **étape préalable à l'examen et au vote du Budget Primitif 2026**, qui sera soumis au Conseil communautaire le 20 avril 2026. Le DOB marque ainsi **l'ouverture du cycle budgétaire** annuel et permet à l'assemblée délibérante de débattre des **grandes priorités** qui guideront l'action communautaire pour l'année à venir.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est le **document support** de ce débat. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, il est **présenté par l'exécutif communautaire à l'organe délibérant** dans les **huit semaines** précédant le vote du budget. Il a pour objet de donner une **lecture claire et partagée de la situation financière** de la collectivité, de ses perspectives et de ses marges de manœuvre, afin d'éclairer les décisions à venir. Il ne s'agit pas de voter, mais bien de **débattre**, de confronter les analyses et **d'apprécier collectivement la trajectoire budgétaire** de la CAB.

Ce débat s'inscrit dans un **contexte national et international particulièrement contraint**. Les tensions géopolitiques, l'inflation persistante, la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, ainsi que l'évolution rapide des taux d'intérêt, continuent **d'affecter durablement les finances publiques locales**. À cela s'ajoute un cadre budgétaire national de plus en plus **restrictif pour les collectivités territoriales**, marqué par une **succession de mesures** réduisant les capacités d'action des intercommunalités, alors même que les attentes des habitants et les besoins des territoires ne cessent de croître.

Dans ce contexte, les orientations de la Loi de finances 2026 laissent apparaître une nouvelle contribution imposée aux collectivités, qui se traduirait pour la Communauté d'Agglomération de Bastia par une **ponction de ses recettes estimées à 2,6 millions d'euros**, venant s'ajouter aux efforts déjà demandés dans le cadre du PLF 2025.

Pour autant, il convient de le souligner avec clarté : la **situation financière de la CAB est aujourd'hui saine**. Les **efforts engagés depuis 2020**, la **maîtrise progressive des équilibres** de fonctionnement et la consolidation de notre trajectoire financière ont permis de **renforcer la solidité** de notre collectivité. Toutefois, cette situation favorable ne doit pas masquer les défis à venir qui imposent une **vigilance constante**.

L'année écoulée a notamment permis d'achever ou de consolider **plusieurs projets structurants** tels que le Stade Armand Cesari, le Centre Technique Communautaire, ou encore le complexe sportif de l'A Rinella, autant d'équipements emblématiques au service des habitants.

Ainsi, malgré les **contraintes** qui pèseront sur les prochaines années, la CAB entend poursuivre une **trajectoire fondée sur la responsabilité budgétaire et l'anticipation**. Elle s'affirme désormais comme un **acteur majeur du développement du territoire**, en portant des investissements structurants, en accompagnant les communes membres, en soutenant l'économie locale et en garantissant un service public adapté aux besoins des habitants.

LE BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS

a- L'exécution sur l'année 2025

L'année 2025 se caractérise par la poursuite du dynamisme du versement mobilité : **+4,5% entre 2024 et 2025**. Concernant l'exécution de la nouvelle délégation de service public (DSP) transports, son coût s'élève à **6,3 M€ en 2025** soit une hausse de **+10% entre 2024 et 2025 soit +0,6 M€**.

- Produits de fonctionnement : **6,7 millions** ;
- Charges de fonctionnement : **6,6 millions**.

Les produits de fonctionnements

Montants en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Financement DSP collectivités hors CAB	0	0	0	80	147	159	154	157
Versement mobilité (VM)	4 093	4 853	4 636	5 004	5 218	5 687	5 941	6 206
Compensation hausse seuil salariés VM (753)	93	112	59	59	282	59	59	59
Participation Etat (7471)	268	268	268	268	268	268	268	268
Participation budget principal CA de Bastia	1 062	505	0	0	0	0	0	0
Autres produits de fonctionnement	19	25	34	36	0	60	24	96
Produits fonctionnement	5 535	5 763	4 997	5 448	5 916	6 233	6 446	6 787
Variation annuelle		228	-766	451	468	318	213	341
Evolution nominale annuelle		4,1%	-13,3%	9,0%	8,6%	5,4%	3,4%	5,3%

Les charges de fonctionnement hors dette

Montants en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Charges à caractère général	78	87	196	89	150	258	258	174
Charges de personnel	103	107	114	125	155	166	170	177
Subvention d'exploitation versée (DSP)	4 754	4 932	4 193	4 468	4 908	5 539	5 682	6 277
Charges exceptionnelles larges	9	-4	0	6	0	0	0	0
Charges fonctionnement hs int.	4 944	5 122	4 503	4 688	5 213	5 963	6 109	6 628
Variation annuelle		178	-619	184	526	750	146	518
Evolution nominale annuelle		3,6%	-12,1%	4,1%	11,2%	14,4%	2,5%	8,5%
Inflation		1,6%	0,9%	0,2%	1,6%	5,3%	4,8%	1,8%

La CAB, cette année encore, n'a pas eu besoin de verser une subvention d'équilibre au budget annexe des transports.

Concernant la section d'investissement, les dépenses d'équipement s'établissent à **0,2 M€** (dépenses en lien avec les abribus notamment) et le recours à de nouveaux emprunts n'a pas été nécessaire. Ainsi, le budget annexe des transports poursuit son désendettement en passant d'un encours de **3,0 M€ en 2019** à **1,7 M€ fin 2025**, avec un résultat global de clôture qui s'élève à **1,6 M€**. Ce résultat permettra notamment de financer les restes à réaliser et en particulier l'acquisition de 2 navettes électriques.

b- La prospective 2026-2032

Le scénario de référence est construit sur la base d'une inflation prévisionnelle d'**1,3%** en 2026 puis **1,8%/an** pour les années suivantes et d'un versement mobilité progressant à hauteur d'**1% par an**.

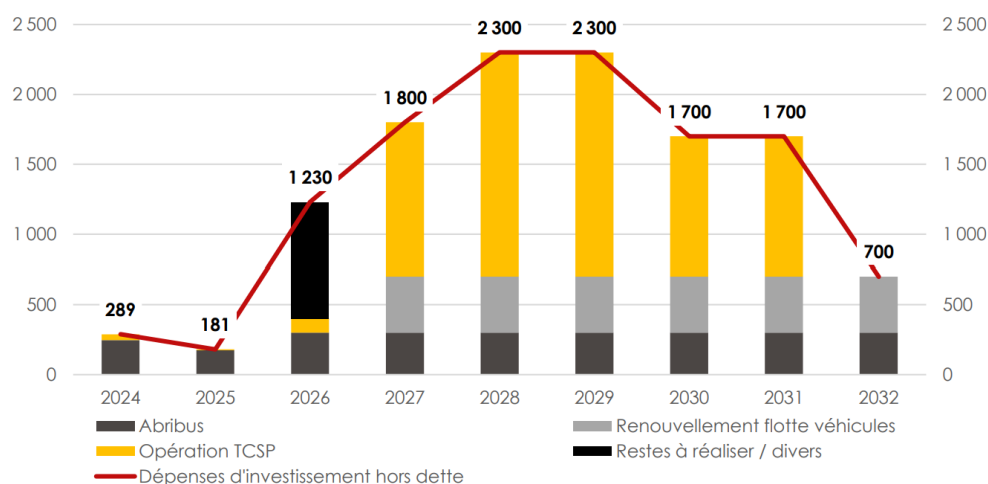
Les produits de fonctionnement hors subvention d'équilibre versée par le budget principal

Montants en k€	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Financement DSP collectivités hors CAB	159	154	157	159	162	165	168	171	174	177
Versement mobilité (VM)	5 687	5 941	6 206	6 349	6 528	6 712	6 901	7 096	7 296	7 501
Compensation hausse seuil salariés VM (753)	59	59	59	59	59	59	59	59	59	59
Participation Etat (7471)	268	268	268	268	268	268	268	268	268	268
Autres produits de fonctionnement	60	24	96	30	30	30	30	30	30	30
Produits fonctionnement hors sub d'équilibre	6 233	6 446	6 787	6 866	7 048	7 235	7 427	7 625	7 828	8 036
Variation annuelle		213	341	79	182	187	192	198	203	209
Evolution nominale annuelle		3,4%	5,3%	1,2%	2,6%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%
Inflation prévisionnelle	4,80%	1,80%	1,00%	1,30%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%

Les charges de fonctionnement hors dette

Montants en k€	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Charges à caractère général	258	258	174	178	183	188	193	198	204	210
Charges de personnel	166	170	177	184	190	197	202	207	212	217
Subvention d'exploitation versée (DSP)	5 539	5 682	6 277	6 396	6 551	6 708	6 870	7 036	7 205	7 379
Divers	0	0	0	50	50	50	50	50	50	50
Charges fonctionnement hs int.	5 963	6 109	6 628	6 808	6 973	7 143	7 315	7 491	7 671	7 856
Variation annuelle		146	518	180	166	170	172	176	180	185
Evolution nominale annuelle		2,5%	8,5%	2,7%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%
Inflation prévisionnelle	4,80%	1,80%	1,00%	1,30%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%

Le programme d'investissement sur le budget annexe des transports s'élèverait donc à **11 M€** en cumulé soit **1,8 M€** par an sur la période 2026-2031. Pour mémoire : dépenses d'équipement réalisées entre 2020 et 2025 : 0,4 M€ par an.



Les résultats de la prospective financière :

En 2026, en l'absence d'un résultat de fonctionnement reporté significatif, une subvention d'équilibre versée par le budget principal au budget annexe des transports serait nécessaire l'ordre de 400 k€ et pourrait s'accroître pour atteindre 700 k€ à horizon 2032.

LE BUDGET DE LA COLLECTE ET DU TRAITEMENT DES DECHETS

a- L'exécution sur l'année 2025

Les produits de fonctionnement s'élèvent à **14,5 M€ en 2025** et connaissent une hausse grâce à la progression du produit de TEOM, principale recette de ce budget annexe, **+4,1% entre 2024 et 2025** soit **+0,5 M€** (effet augmentation de l'assiette fiscale seulement) et grâce à la poursuite de la montée en puissance de la redevance spéciale qui atteint **1,7 M€ en 2025** soit **+9% par rapport à 2024**.

Les produits de fonctionnement hors subvention d'équilibre versée par le budget principal

Montants en k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Redevance spéciale OM	151	215	200	209	243	664	1 587	1 731
Produit fiscal de TEOM perçu	6 626	6 915	6 932	10 493	10 936	11 661	12 122	12 615
Dotations et participations (74)	734	540	926	576	1 055	1 046	84	-36
dont ADEME	96	98	110	24	0	56	0	0
dont Office de l'environnement Corse	0	0	1	25	25	36	0	0
dont SYVADEC	635	438	751	527	1 030	952	44	0
dont autres (74)	4	4	64	0	0	2	40	-36
Atténuations de charges (013)	38	6	63	24	89	87	107	67
Produits de gestion et exceptionnels	10	0	0	17	99	9	279	82
Produits fonctionnement hors subvention BP	7 559	7 676	8 121	11 319	12 422	13 466	14 178	14 460
Evolution nominale annuelle en %		1,6%	5,8%	39,4%	9,7%	8,4%	5,3%	2,0%
Variation annuelle en k€		118	445	3 198	1 103	1 044	712	282

Côté charges de fonctionnement : légère baisse en passant de **13,8 M€ à 13,7 M€ entre 2024 et 2025** (réorganisation de la collecte des déchets avec l'achat de 2 amplirolls notamment permet de réduire le coût des prestations de services externalisées, recrutement d'un mécanicien, fin des prestations de services relatives au nettoyage des vêtements etc.)

➔ Aucune subvention d'équilibre versée par le budget principal (pour la première fois depuis la création de ce budget). La CAB a même amélioré les marges d'épargne de ce budget annexe avec une épargne nette qui est passé de **0,4 M€ en 2024 à 0,8 M€ en 2025**.

La chaîne de l'épargne du budget annexe de la Collecte depuis sa création

Montants en k€	2023	2024	2025
Produits fonctionnement hors subvention BP	13 466	14 178	14 460
+ Subvention d'équilibre du budget principal	1 957	13	0
- Charges de fonctionnement hors dette	15 117	13 757	13 678
EPARGNE DE GESTION	306	435	783
Intérêts	0	8	9
EPARGNE BRUTE	306	426	773
Capital	0	0	13
EPARGNE NETTE	306	426	761

Côté investissement, la CAB a réalisé **1,2 M€ de dépenses d'équipement** sur le budget annexe de la Collecte en 2025.

Son résultat global de clôture s'élève à **734 k€**.

b- La prospective 2026-2032

La prospective, ici construite, table sur des taux d'inflation prévisionnelle de **1,3% en 2026 puis 1,8%/an à partir de 2027** avec une évolution du produit fiscal de TEOM uniquement liée à l'évolution des bases nettes fiscales de TEOM.

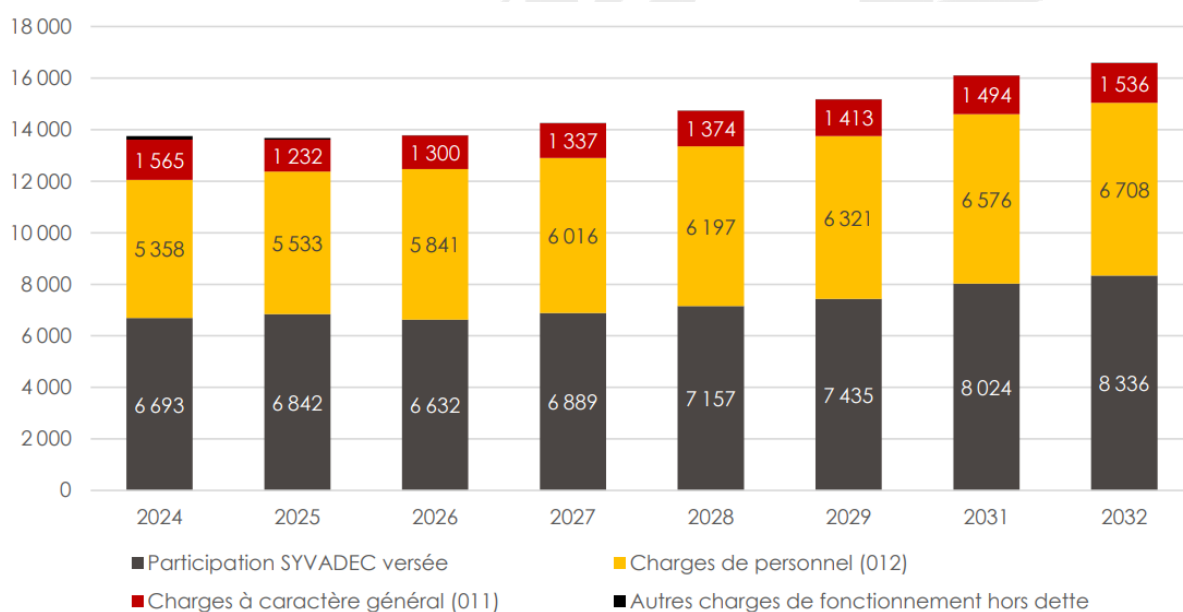
Les produits de fonctionnement dans le scénario de référence

(hors subvention d'équilibre versée par le budget principal)

Montants en k€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Redevance spéciale OM (70)	1 587	1 731	1 715	1 746	1 778	1 810	1 842	1 875	1 909
Produit de TEOM (73)	12 122	12 615	12 733	12 911	13 146	13 386	13 630	13 879	14 132
Dotations et participations	84	-36	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	107	67	50	50	50	50	50	50	50
Produits exceptionnels	279	82	0	0	0	0	0	0	0
Produits de fonctionnement	14 178	14 460	14 499	14 707	14 974	15 246	15 523	15 804	16 091
Evolution nominale en %		2,0%	0,3%	1,4%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Variation annuelle en k€		282	38	209	267	272	277	282	287

Ainsi, l'ensemble de ces hypothèses conduirait les produits de fonctionnement du budget annexe de la *Collecte* à progresser de l'ordre de +0,3 M€/an soit de l'ordre de +1,7% par an en tendance (soit proche de l'inflation prévisionnelle).

Concernant les charges de fonctionnement, elles seront amenées à progresser de l'ordre de **+0,5 M€/an soit +3,2%/an en moyenne**. Cette hausse des charges de fonctionnement hors dette serait le fruit principalement (+60% en poids) de la participation au SYVADEC et à hauteur d'1/3 en poids à la hausse des charges de personnel.



Au niveau de la section d'investissement de ce budget annexe de la collecte, le plan pluriannuel d'investissement est estimé en dépenses hors dette à **5,8 M€** en cumulé sur la période **2026-2031** soit **1,0 M€/an** en moyenne.

Le plan pluriannuel des investissements (dépenses TTC)

Montants en k€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Fournitures conteneurs, bornes PAV, etc (2158)	103	145	200	204	207	211	215	219	223
Installations générales, aménagements (2181)	49	34	100	102	104	105	107	109	111
Véhicules de collecte, lavage et collecte amphiroll (21828)	530	641	500	509	518	527	537	547	556
Déploiement conteneurs enterrés/semi-enterrés (op 3021)	250	0	200	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'équipement	222	365	100	102	104	105	107	109	111
Opérations d'équipement (dep)	1 154	1 184	1 100	916	933	949	967	984	1 002

Les résultats de la prospective financière :

En 2026, au regard des hypothèses retenues, à taux d'imposition de TEOM constant, le budget annexe de la collecte pourrait s'équilibrer grâce à ces propres ressources sans le versement d'une subvention d'équilibre du budget principal.

LE BUDGET GEMAPI

a- L'exécution sur l'année 2025

L'exécution 2025 sur le budget annexe GEMAPI s'inscrit dans la tendance des années antérieures avec une épargne nette dégagée de 0,5 M€ et un résultat global de clôture qui s'élève à 1,6 M€ fin 2025.

b- La prospective 2026-2032

Dans les prochaines années, le budget annexe GEMAPI portera le programme d'actions des inondations (PAPI), estimé à date à 21,7 M€ T.T.C à horizon 2032. Financé à hauteur de 69% par les partenaires financiers, la part de financement estimée de la CAB devrait représenter 31% du programme soit 6,7 M€.

LE BUDGET PRINCIPAL

a- L'exécution 2025

Les charges fonctionnement du BP étaient de 35,1 M€, soit une hausse par rapport à 2024 de +0,5 M€ soit +1,4% en terme nominal.

Les produits de fonctionnement

Montants en k€	2023	2024	2025
Fiscalité 3 taxes (THRS, FB et FnB)	2 300	2 288	1 997
Produit de TVA (TH)	8 879	8 876	8 924
Produit de TVA (CVAE)	3 117	3 121	3 095
Fiscalité "entreprises" (CFE, IFR et TASCOM)	4 459	5 141	5 616
Attribution FPIC	894	825	757
Attribution FNGIR	1 600	1 600	1 600
Autre fiscalité (Rôles sup, AC, Taxe séjour...)	785	721	615
Produits fiscaux (73 & 731)	22 034	22 573	22 604
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	6 074	6 141	6 049
Compensations fiscales	1 470	1 622	1 778
DCRTP	814	804	619
Autres dotations et participations	364	913	537
Dotations et participations (74)	8 723	9 480	8 983
Produits des services (70)	1 250	1 433	1 333
Produits de gestion (75)	946	812	727
Atténuations de charges (013)	174	135	235
Produits exceptionnels (77 hors cessions + 78)	0	219	1 237
Autres produits de fonctionnement	2 369	2 599	3 533
Produits de fonctionnement	33 126	34 651	35 120
<i>Variation en montant</i>		1 525	469
<i>Evolution nominale</i>		4,6%	1,4%

Les charges de fonctionnement hors dette, ces dernières progressent de **+1,7% en 2025** par rapport à 2024 soit +0,5 M€.

Les charges de fonctionnement hors dette

Montants en k€	2023	2024	2025
Charges à caractère général (011)	4 462	5 000	5 405
Charges de personnel (012)	9 026	9 182	9 746
Charges de gestion courante (65)	9 871	7 714	7 491
dont contingent SDIS	4 866	5 064	5 199
dont subvention d'équilibre au BA transports	0	0	0
dont subvention d'équilibre au BA Collecte	1 957	13	0
dont reversement AC au BA GEMAPI	286	286	286
dont Office de Tourisme	610	611	611
dont Subventions aux associations	890	927	955
dont autres charges de gestion courante (65)	1 262	814	439
Charges de fonctionnement strictes	23 359	21 896	22 642
Attribution de compensation versée	4 191	4 191	4 191
Dotation de solidarité communautaire	94	94	94
Office de Tourisme (reversement taxe séjour)	614	542	481
Prélèvement au profil du DILICO	0	0	0
Régularisation TVA 2023 en 2024 et divers	0	107	13
Atténuations de produits	4 899	4 933	4 779
Charges exceptionnelles (67) et provisions (68)	455	407	274
Charges de fonctionnement hors intérêts	28 714	27 237	27 695
Variation en montant		-1 477	458
Evolution nominale		0	1,7%

En conséquence, l'épargne de gestion de la CAB affiche une stabilité sur le budget principal. La communauté n'ayant pas réalisé d'emprunts nouveaux en 2024. Aussi, par construction, son épargne nette en 2025 se stabilise au niveau conséquent de 2024 : **6 M€**.

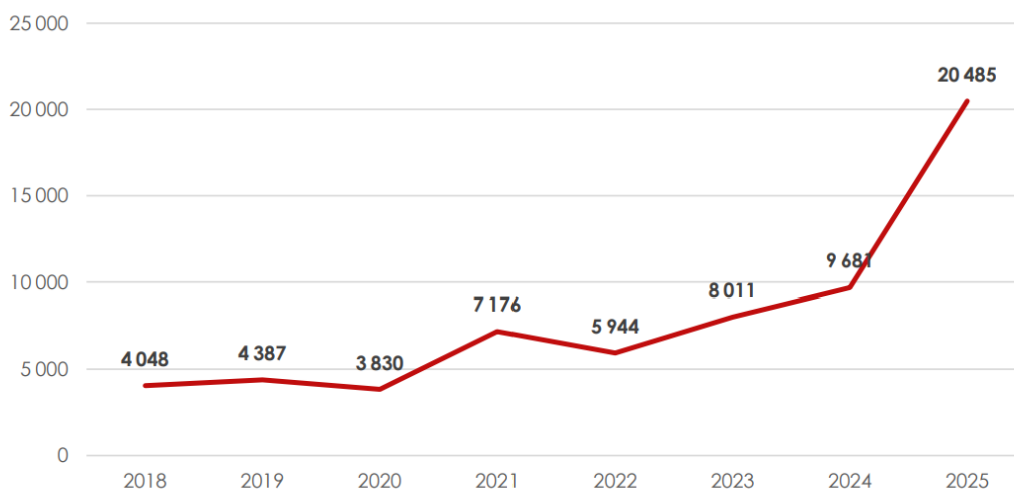
La chaîne de l'épargne du budget principal

Montants en k€	2023	2024	2025
Produits de fonctionnement	33 126	34 651	35 120
- Charges de fonctionnement hors dette	28 714	27 237	27 695
= EPARGNE DE GESTION	4 412	7 414	7 424
- Intérêts	371	381	305
= EPARGNE BRUTE	4 041	7 033	7 119
- Capital	1 072	1 056	1 039
= EPARGNE NETTE	2 969	5 977	6 081
Epargne gestion / produits de fonctionnement	13,3%	21,4%	21,1%
Epargne brute / produits de fonctionnement	12,2%	20,3%	20,3%
Epargne nette / produits de fonctionnement	9,0%	17,2%	17,3%

L'exercice 2025 est également marqué par un très haut niveau de dépenses d'équipement (**20 M€**) : modernisation du stade Armand Cesari (12,0 M€), centre technique (3,2 M€), fonds de concours aux communes (0,5 M€) rénovation du complexe Arinella (1,7 M€).

Aussi, l'encours de dette du budget principal a faiblement évolué sur cette période et même légèrement diminué passant de **15 M€** au 01/01/2020 à **14 M€** au 31/12/2025.

Les dépenses d'investissement hors dette réalisées sur le budget principal



En 2025, ces dépenses d'équipement sont financées principalement par l'épargne nette, une cession de 1,1 M€, le FCTVA, les subventions et les excédents des années antérieures. Le recours à l'emprunt est ainsi très limité : 3,5 M€ pour 20,5 M€ de dépenses d'équipement.

b- La prospective 2026-2032

L'ensemble des hypothèses conduirait les produits de fonctionnement du budget principal de la CAB à diminuer en 2026 par rapport à 2025 et à progresser en tendance de l'ordre de +0,4 / +0,5 M€/an, soit une évolution plus faible que l'inflation prévisionnelle (+1,8% par an).

Les produits de fonctionnement dans le scénario de référence

Montants en k€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Fiscalité 3 taxes (THRS, FB et FnB)	2 288	1 997	2 022	2 056	2 101	2 146	2 193	2 240	2 288
Produit de TVA (TH)	8 876	8 924	8 873	9 104	9 332	9 565	9 804	10 049	10 300
Produit de TVA (CVAE)	3 121	3 095	3 077	3 157	3 236	3 317	3 399	3 484	3 572
Fiscalité "entreprises" (CFE, IFR et TASCOM)	5 141	5 616	5 229	5 331	5 435	5 542	5 651	5 761	5 874
Attribution FPIC	825	757	728	698	683	676	669	663	654
Attribution FNGIR	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
Autre fiscalité (Rôles sup, AC, Taxe séjour...)	721	615	618	618	618	618	618	618	618
Produits fiscaux (73 & 731)	22 573	22 604	22 146	22 564	23 004	23 463	23 934	24 416	24 907
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	6 141	6 049	5 888	5 796	5 715	5 630	5 540	5 448	5 345
Compensations fiscales	1 622	1 778	1 748	1 786	1 826	1 866	1 907	1 948	1 991
DCRIP	804	619	192	192	192	192	192	192	192
Autres dotations et participations	913	537	350	350	350	350	350	350	350
Dotations et participations (74)	9 480	8 983	8 178	8 124	8 082	8 037	7 988	7 938	7 878
Produits des services (70)	1 433	1 333	1 367	1 404	1 443	1 474	1 506	1 538	1 571
Produits de gestion (75)	812	727	736	750	763	777	791	805	819
Atténuations de charges (013)	135	235	238	243	247	252	256	261	266
Produits exceptionnels (77 hors cessions + 78)	219	1 237	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits de fonctionnement	2 599	3 533	2 342	2 397	2 453	2 502	2 553	2 604	2 657
Produits de fonctionnement	34 651	35 120	32 666	33 085	33 539	34 003	34 475	34 958	35 441
Variation en montant	1 525	469	-2 454	420	454	464	472	483	483
Evolution nominale	4,6%	1,4%	-7,0%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%

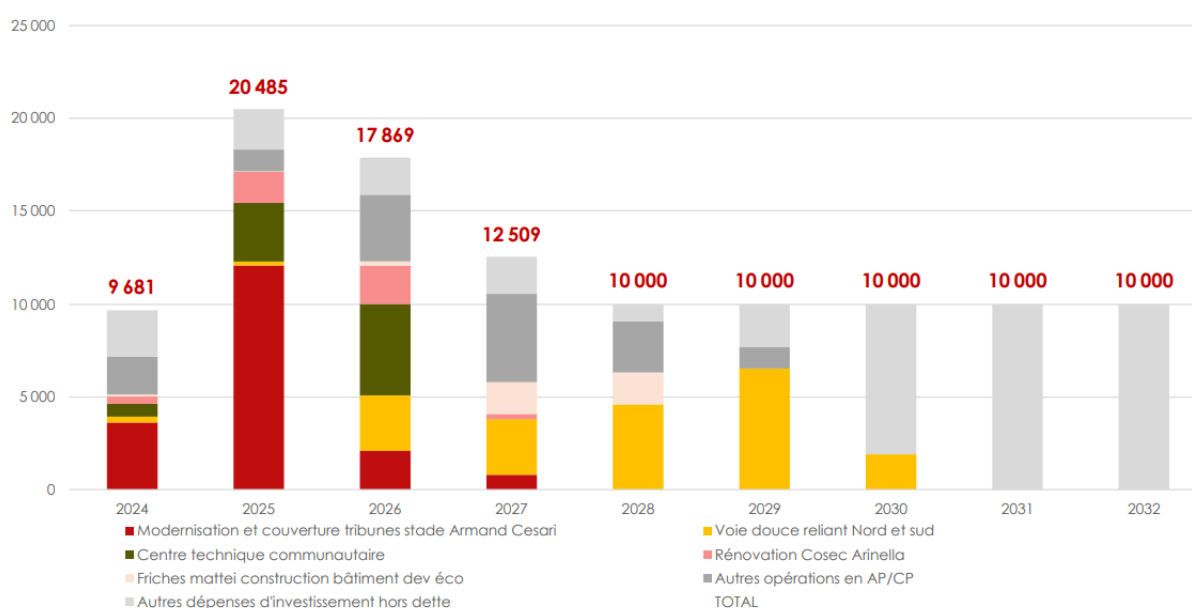
Comme pour les produits de fonctionnement, les charges de fonctionnement hors dette de la CAB ont progressé de l'ordre de **+0,7 M€/an**, soit un peu plus de **+2,0%/an** en terme nominal, soit un taux de progression proche de l'inflation prévisionnelle (**+1,8%/an** en tendance).

Les charges de fonctionnement hors dette du scénario de référence

Montants en k€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Charges à caractère général (011)	5 000	5 405	5 530	5 686	5 846	6 011	6 180	6 354	6 533
Charges de personnel (012)	9 182	9 746	10 120	10 474	10 840	11 111	11 389	11 674	11 966
Charges de gestion courante (65)	7 714	7 491	8 137	7 824	8 015	8 212	8 413	8 620	8 832
dont contingent SDIS	5 064	5 199	5 320	5 469	5 624	5 782	5 945	6 113	6 285
dont subvention d'équilibre au BA transports	0	0	500	0	0	0	0	0	0
dont subvention d'équilibre au BA Collecte	13	0	0	0	0	0	0	0	0
dont reversement AC au BA GEMAPI	286	286	286	286	286	286	286	286	286
dont Office de Tourisme	611	611	619	630	641	653	665	677	689
dont Subventions aux associations	927	955	968	985	1 003	1 021	1 039	1 058	1 077
dont autres charges de gestion courante (65)	814	439	445	453	461	470	478	487	495
Charges de fonctionnement strictes	21 896	22 642	23 787	23 983	24 701	25 334	25 982	26 648	27 331
Attribution de compensation versée	4 191	4 191	4 191	4 191	4 191	4 191	4 191	4 191	4 191
Dotation de solidarité communautaire	94	94	94	94	94	94	94	94	94
Office de Tourisme (reversement taxe séjour)	542	481	500	500	500	500	500	500	500
Contribution au FPIC	0	0	180	231	318	346	367	386	403
Prélèvement au profil du DILICO	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régularisation TVA 2023 en 2024 et divers	107	13	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	4 933	4 779	4 965	5 016	5 103	5 131	5 152	5 171	5 188
Charges exceptionnelles (67) et provisions (68)	407	274	200	200	200	200	200	200	200
Charges de fonctionnement hors intérêts	27 237	27 695	28 952	29 199	30 005	30 665	31 334	32 019	32 719
Variation en montant	-1 477	458	1 257	247	805	660	670	684	701
Evolution nominale	-5,1%	1,7%	4,54%	0,85%	2,76%	2,20%	2,18%	2,18%	2,19%

Concernant l'investissement, le plan pluriannuel d'investissement de la CAB est construit avec un niveau de dépenses d'équipement de 10 M€/an correspondant à un montant légèrement supérieur à la moyenne des dépenses d'équipement réalisées sur le mandat 2020-2025 (9 M€/an).

Le plan pluriannuel des investissements par opérations (dépenses TTC)



Les résultats de la prospective :

Une dégradation des marges d'épargne est à prévoir notamment en raison de :

- L'absence de dynamique sur les recettes fiscales ;
- La poursuite des ponctions substantielles sur la DCRTP et l'érosion de la DGF ;
- L'apparition d'une subvention d'équilibre au budget annexe des transports estimée autour de 0,5 M€ pour 2026 ;
- Une possible éligibilité à court terme à la contribution au profit du FPIC.

Cette dégradation serait le résultat d'un décrochage entre la croissance des charges de fonctionnement hors dette et celle des produits de fonctionnement. Toutefois, même si la trajectoire financière de ce scénario de référence fait apparaître une dégradation des marges d'épargne et de la solvabilité de la communauté, cette situation financière resterait « légale » au sens de l'équilibre budgétaire avec un délai de désendettement largement inférieur à la moyenne national.

En conclusion de ce document, il ressort que la **situation financière de notre Institution demeure satisfaisante** et qu'elle s'inscrit, depuis 2020, dans une **dynamique d'amélioration nette et continue**. Cette évolution se traduit notamment par une **progression significative de l'épargne nette**, passée de **184K€ en 2020 à 7,3M€ en 2025**. Dans le même temps, le **délai de désendettement s'est fortement amélioré**, passant de **12,8 ans en 2020 à 2 ans en 2025**, traduisant une **consolidation réelle des équilibres financiers** de la collectivité.

Par ailleurs, notre Institution a su maintenir un **niveau d'investissement soutenu**, avec près de **70M€ de dépenses d'équipement réalisées sur la période**, sans alourdir significativement l'encours de dette, témoignant ainsi d'une **gestion rigoureuse et d'une stratégie financière maîtrisée**.

Toutefois, les orientations du projet de Loi de finances 2026, et plus largement l'évolution attendue des futurs cadres budgétaires nationaux, auront **inévitablement un impact sur nos finances** et sur nos marges de manœuvre.

Dans ce contexte, il apparaît indispensable **d'anticiper ces contraintes** et de poursuivre une **trajectoire responsable**, en renforçant dès à présent le **travail de programmation et de sécurisation financière**.

C'est pourquoi l'élaboration d'un **pacte financier et fiscal** constitue désormais un enjeu majeur : il devra permettre de **préserver durablement la solidité budgétaire** de l'Institution, de **garantir la soutenabilité de nos investissements**, et de maintenir la capacité de la CAB à répondre aux **besoins du territoire** et aux **attentes des habitants**.